

RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant socialiste progressiste
- Sylvie Mayer, militante du Parti Communiste
- Roland Méricieux militant de la CAP
- Félix Millera
- Xavier Rousselin, militant de la ligue communiste (LCR)
- Jean Sanchez, militant AREV
- Pascal Troadec, militant PS

Directeur de publication:

Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 64.91.32.75

N° 70 avril 1996
4^e année de parution

RASSEMBLEUR

A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

4 AVRIL: « RASSEMBLER À GAUCHE » DISCUTE AVEC LES ACTEURS DU MOUVEMENT SOCIAL.

par Robert Duguet

Le 4 avril à Morsang sur Orge, la réunion convoquée par le collectif « Rassembler à Gauche » s'est tenue en présence d'une quarantaine de syndicalistes: on peut tout d'abord faire observer que la plupart des militants présents étaient des cadres intermédiaires de leurs organisations respectives et qu'ils représentaient à peu près toutes les forces vives du mouvement de novembre-décembre 1995: CGT, CGT-cheminots, FMC (Fédération Maîtrise et Cadre SNCF), FO, un camarade de la gauche syndicale CFDT, des responsables de la FSU 75 et du SNES 91, SUD, CRC. Par ailleurs plusieurs représentants d'organisations politiques de gauche étaient là et se sont exprimés (PCF, Arev, CAP...) Pendant 3 heures une discussion serrée mais toujours fraternelle et attentive s'est déroulée, portant essentiellement sur le bilan que les uns et les autres tiraient des grèves et des manifestations de l'automne contre le plan Juppé. L'ensemble des débats fera l'objet d'une publication intégrale que nos

abonnés pourront recevoir à leur domicile ultérieurement. Quels sont les premiers enseignements que nous pouvons tirer de cette rencontre?

L'avenir du mouvement social

Le 4 avril, le comité de rédaction de « Rassembler à gauche » a organisé une soirée-débat, sur le bilan et l'avenir du mouvement social de novembre-décembre.

Le large éventail, à la fois d'appartenance syndicale (CFDT, CGT, CGT-FO, CRC, CNT, FMC, FSU, SUD PTT et l'association AC) et aussi de niveaux de responsabilités (national, départemental et local) ont permis un débat ouvert. Les échanges d'expériences, la confrontation des points de vue ont permis d'analyser au plus près le mouvement de novembre-décembre.

Les intervenants ont tous souligné la profondeur de ce mouvement qui n'est pas un feu de paille, mais qui a succédé à des grèves dans de grosses entreprises privées en avril 95, à des mobilisations pour le droit au logement et, aussi, à la lutte des étudiants en

octobre-novembre 1995. Les syndicalistes du secteur public ont insisté sur les actions qui se préparent contre les déréglementations (France Télécom, EDF, SNCF, Education Nationale, hôpitaux).

Débats aussi sur l'avenir du syndicalisme, la question de l'unité syndicale et la coordination, au moins au niveau européen, d'actions pour bloquer les directives de l'Europe libérale.

S'il n'est pas possible, lors d'une première rencontre, d'aboutir à une conclusion, l'écoute attentive et respectueuse des positions de chacun aura permis de mettre en évidence un certain nombre de convergences. La tenue d'une telle réunion est utile, ses effets se feront sentir dans l'action, ces prochains mois.

Pour le comité de rédaction :
Amaury Couderc, Robert Duguet,
Michel Galin.

Article paru dans Le Republicain

Tout d'abord la crainte légitime que nous pouvions avoir, vue la division maintenue par les grandes organisations confédérales depuis le début du mois de janvier 1996, de voir ce type de réunion dériver vers des oppositions entre organisations s'est avérée totalement dépassée par les préoccupations des participants. Nous avons tous parlé très librement, en partant de nos responsabilités respectives, du bilan que nous tirions du mouvement social de la fin de l'année, sans que nos appartenances différentes ne soient à aucun moment un obstacle à la question posée par un membre du collectif de « Rassembler à Gauche »: quel bilan et quelles perspectives aujourd'hui? C'est la preuve que l'initiative prise correspond, et par la qualité des participants, et par leur nombre, et enfin par le contenu de ce qu'ils .../...

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

4 AVRIL: « RASSEMBLER À GAUCHE » DISCUTE AVEC LES ACTEURS DU MOUVEMENT SOCIAL.

suite

ont dit, à une nécessité profonde. Les acteurs du mouvement social ont besoin d'un cadre de rencontres pluralistes qui permette la libre confrontation des points de vue.

Sur le bilan du mouvement: un camarade de la CGT-cheminots donnait en quelque sorte la caractérisation du mouvement social: une organisation, si importante ou majoritaire soit-elle peut toujours appeler à telle ou telle initiative particulière. Aujourd'hui les salariés font ce qu'ils ont décidé de faire en fonction de la prise de conscience qu'ils ont des problèmes posés. De ce point de vue l'ensemble des intervenants sont revenus sur la gestion démocratique du mouvement et sur la place prise par les organisations syndicales en son sein: elles accompagnent plus qu'elles ne dirigent.

Beaucoup d'interventions ont porté sur la question des relations privé-public, notamment à travers la question: les salariés du privé, en fonction de la sympathie évidente qu'ils marquaient pour le mouvement, avaient-ils la possibilité de déboucher avec nous sur le terrain de la grève générale? C'est une vraie discussion. Certains pensant que l'appel à la grève générale par les confédérations aurait suffi à voir celle-ci matérialisée. Sans doute les confédérations syndicales et les fédérations n'ont t'elles pas voulu la grève générale. Mais les syndicalistes du privé qui ont pris la parole ont insisté sur le fait que les conséquences de la vague libérale notamment sur l'état de l'organisation collective des travailleurs du privé, la répression patronale et le chantage au chômage ne permettaient pas d'aller jusque là. Sommes-nous aujourd'hui à un tournant? Les augmentations de salaires dans une série d'entreprises privées sont-elles l'expression d'une résistance des salariés du privé, donc d'un début de restructuration collective? En tout cas la question qui est posée aujourd'hui est celle de la jonction entre ceux du public et du privé: un mouvement pour la réduction du temps de travail?

Reste la question politique qui n'a que peu été traitée. Le caractère relativement court (3 heures) de la réunion permettait-il d'aborder la question de l'alternative à gauche? Les militants présents qui ont agi comme dirigeants syndicaux d'un vaste mouvement social, par ailleurs sans relais politique crédible à gauche, pouvaient-ils aller au-delà de la discussion sur le bilan? Pouraient-ils dégager autre chose qu'une libre discussion fondée sur la nécessité de l'unité syndicale pour affronter les mesures à venir d'un gouvernement à la botte de Maastricht: l'offensive continue sur les services publics. C'est bien de constater que, malgré le cul blindé des bonzes confédéraux, ce capital est bien là, il témoigne d'une recomposition du mouvement ouvrier sur le plan syndical. En même temps nous savons, comme militant politique, et il ne faut entretenir aucune illusion basiste ou anarcho-syndicaliste sur la grève générale, nous ne pouvons pas faire l'économie de la recomposition politique. Le fait que 40% des mandats à la dernière convention du PS se soient portés sur l'amendement de la Gauche Socialiste contre Maastricht, indépendamment de la façon dont les dirigeants de ce courant du PS vont traiter la demande, donne l'expression d'une poussée à gauche. De même la présence à une même tribune lors du forum de Bercy, sur une initiative du PCF, de tous les courants de la gauche politique, même si on relève l'extrême faiblesse des propositions qui en ressortent, traduit cette aspiration d'une recomposition politique.

Reste à savoir, pour nous collectif « Rassembler à Gauche », comment nous continuons à mener cette discussion avec les acteurs du mouvement social, c'est à dire comment nous réalisons la jonction entre les aspirations du mouvement social et le combat pour une alternative à gauche. □

FAVORISER LE DÉBAT PERMANENT...

par Sylvie Mayer

Le comité national du Parti Communiste Français vient d'établir un premier bilan sur les forums et notamment sur celui de Bercy. Sans exagération on peut parler de succès. Ils ont été à la fois aboutissement concret des changements réalisés dans le parti lui-même, et une réponse adaptée à l'exigence de faire autrement de la politique. Ils ont été le lieu d'émergence d'idées fortes: la nécessité du pluralisme à gauche, d'une construction croisée, des changements de société entre citoyens et forces politiques.

Comment poursuivre ce travail de reconstruction de la politique progressiste?

C'est à cette question que nous nous sommes efforcés de répondre: selon quatre axes.

D'abord continuer à faire connaître ces forums, leur contenu, leur forme, leur signification, les idées forces que nous en avons tiré, l'opinion des différentes forces politiques et de tous ceux qui s'y sont exprimés, sur les grandes questions de l'heure: Europe, monnaie unique, emploi, éducation, protection sociale, questions internationales...

En deuxième lieu nous allons continuer à impulser de toutes nos forces pour la part qui nous revient, les luttes contre les terribles coups de la droite, avec les mesures que nous proposons pour une autre utilisation de l'argent, avec la pétition pour un référendum sur la monnaie unique, avec la marche européenne pour l'emploi des jeunes et la rencontre des forces progressistes de dix pays d'Europe à la grande Arche le 11 mai.

En troisième lieu nous voulons favoriser en de multiples lieux, ateliers etc, la mise en débat, la réflexion sur nos propositions, afin que tous ceux qui le souhaitent puissent s'y impliquer librement.

Enfin nous voulons faire en sorte que le travail commencé dans les forums devienne permanent à tous les niveaux. Il nous faut inventer des lieux pour faire vivre cette démarche, de dialogue et aussi d'actions en commun.

Il me semble que RAG est d'ores et déjà l'un de ces lieux, avec les diverses initiatives prises en direction des citoyens, des forces syndicales. Les communistes de leur côté vont certainement en inventer d'autres, faisons grandir toutes les opportunités de débattre et d'agir "tous ensemble". □

Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom _____ Adresse n° _____ rue _____

Prénom _____ Ville _____ Code postal _____

Je verse la somme de: 100 fr autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

SOLIDAIRES FACE AU SOMMET DES 7 : LYON, JUIN 96

<<CHOMAGE, DETTE, GUERRE... ÇA SUFFIT >> !

par Jean Sanchez

Nous vivons dans un monde où le chômage et la misère ne cessent de croître. Nous vivons dans un monde dominé par le groupe des 7 pays les plus riches, le G7. Chaque année, leurs chefs d'état se réunissent pour faire leurs comptes et chercher les moyens d'accroître leur emprise. Avec le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce, le G7 met en place la mondialisation de l'économie.

Privatisation, démantèlement des services publics, déréglementation, le modèle unique libéral met en péril les acquis sociaux, les droits des femmes et la dignité des peuples. Il entraîne la surexploitation des richesses naturelles et une dégradation de l'environnement. Les populations payent le prix fort de la politique du G7. Seuls les transnationales et quelques privilégiés y trouvent leur compte. La démocratie ne pèse pas lourd dans la balance... par contre le soutien à des régimes autoritaires garantit la stabilité de leurs affaires. De plus en plus éloignés des centres de décisions, les peuples voient se restreindre leur espace démocratique.

Plus de chômage et d'exclusion

Le "libre marché" et la compétitivité règnent en maître absolu. Des millions d'êtres humains, au Nord comme au Sud, sont privés de travail et de revenus décents : plus de 60 millions de chômeurs dans les pays les plus industrialisés, plus d'un milliard de personnes dans les pays du Sud, survivant avec moins de 5 francs par jour.

Plus de dettes et de pauvreté

La dette des pays du Sud ne cesse d'augmenter : chaque année, les pays pauvres remboursent plus que les pays riches ne leur prêtent. A leur tour, les peuples de l'Est entrent dans ce terrible engrenage. La gestion de la dette permet au G7 et au FMI, avec l'aide de régimes corrompus, de mettre l'économie de ces pays sous tutelle. Ils dictent des "plans d'ajustement structurel" : démantèlement des services de santé et d'éducation, privatisations, orientation forcée des économies vers l'exportation empêchant l'autosuffisance alimentaire. De gigantesques programmes, dits de "développement" chassent les paysans de leurs terres et détruisent les équilibres écologiques.

Plus de guerre et de racisme

Les lobbies militaro-industriels dictent les politiques de vente d'armes aux gouvernements, participent à la prolifération des armes nucléaires, exacerbent les conflits pour conquérir de nouveaux marchés : répression coloniale en Palestine, guerre du Golfe, purification ethnique en ex-Yougoslavie, génocides au Rwanda et en Bosnie, massacres en Tchétchénie, au Kurdistan... guerre civile en Algérie. Ici et partout se développe le racisme. Des idéologies de repli xénophobe désignent des boucs émissaires pour empêcher les solidarités entre les hommes et opposer les peuples entre eux.

D'autres voies pour la planète

Dans le monde entier des voix s'élèvent, des résistances s'organisent contre cet ordre marchand qui prétend imposer un modèle unique et tire profit de l'exploitation des peuples : les Indiens du CHIAPAS au Mexique nous montrent la voie.

Ensemble nous voulons créer et renforcer les liens entre toutes les résistances, les mouvements sociaux, les initiatives citoyennes.

Tous ensemble préparons nous contre G7 ESSONNIEN et retrouvons nous le 8 juin, à partir de 14 heures salle Pablo Neruda à MORSANG sur ORGE □

Michel Galin nous communique

Appel pour des ETATS GENERAUX DU MOUVEMENT SOCIAL

Dans quelle société voulons-nous vivre, et dans quelle société voulons-nous que vivent nos enfants ? Telle est bien la question que le mouvement social des mois de novembre et décembre a posée, et telle est bien la raison pour laquelle la très grande majorité de la population l'a reconnue légitime. Les grands problèmes soulevés par les grévistes et par les manifestants sont en effet les problèmes de toutes et de tous.

- Quelle protection sociale voulons-nous, de haut niveau pour tous, attentive aux plus démunis et juste dans son financement ?

- Quelle lutte contre le chômage et l'exclusion, pour une société de plein emploi, en particulier par la réduction du temps de travail ?

- Quels services publics, garants de l'égalité et de la solidarité, proches des citoyens et créateurs d'emplois ?

- Quelle autre Europe pour demain, qui tourne le dos au libéralisme, une Europe citoyenne, écologique et sociale ?

C'est avec une très grande force que le mouvement social a posé la question de l'égalité effective des droits pour toutes et pour tous, hommes et femmes, nationaux et immigrés, citadins et ruraux. Comment se battre pour les droits des femmes, conquérir une réelle égalité politique et sociale ? Comment défendre l'accès au savoir et à l'emploi pour tous les jeunes, garantir une école publique ouverte à tous ? Comment combattre l'exclusion, imposer le droit au logement, des droits nouveaux pour les chômeurs, les exclus et les précaires ?

Les défis imposés par la mondialisation, dans chaque pays et dans tous les pays, appellent une réponse globale, qui ne saurait consister dans la soumission aux lois du marché. A sa façon, le mouvement social a déjà apporté des éléments de réponse. Cependant, nul ne peut prétendre que des réponses achevées aient été fournies à ces diverses questions. C'est par le débat, par la confrontation, et, en donnant à tous voix au chapitre qu'elles s'élaborent et non par le verdict de pseudo-experts.

En décembre, intellectuels, syndicalistes dans leur diversité, animatrices du mouvement des femmes, associations de chômeurs et de sans logis ont déjà fait cause commune. Nous proposons aujourd'hui qu'ils se retrouvent, s'ouvrent à tous ceux qui s'interrogent, dans chaque ville de France, pour élaborer, à partir des préoccupations quotidiennes et avec tous les citoyens, leurs réponses aux questions soulevées. Nous proposons que se mettent ainsi en place, dès à présent et tout au long de l'année 1996, de vastes Etats Généraux, pluralistes et décentralisés, où se recueillent les doléances et s'élaborent les propositions.

Appel pour des ETATS GENERAUX DU MOUVEMENT SOCIAL

suite

Nous proposons que circulent de l'un à l'autre textes et documents, états des lieux et questionnements. Nous proposons que toutes ces approches décentralisées fassent l'objet d'une discussion générale le 24 novembre 1996, jour anniversaire du départ de la grève reproductible des cheminots. Cela aussi nous voulons le faire ensemble.

Nous invitons toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans cet appel à prendre toutes les initiatives de débat et d'élaboration, et à les faire connaître.

Premiers signataires

ADAM Etienne - AGUITON Christophe - ALEZARD Gérard - ALOUJES Isabelle - ANDREANI Toni - AOUNIT Mouloud - APARICIO Jean-Claude - APPEY Béatnce - ASTRE Louis - AYMES enaud - BACHELET Prisca - BALIBAR Etienne - BAUBY Pierre - BAUDELLOT Christian - BEAUD Stéphane - BEDON Christiane - BENANI Souad - BENOT Yves - BENSAID Daniel - BERGER Denis - BERTHO Alain - BIARD Joël - BIDET Annie - BIDET Jacques - BIHR Alain -, LONDET Daniel - BOUAL Jean-Claude - BOURDERON Roger - BOURDIEU Pierre - BOURSIER Philippe - BROSSAT Alain - BROVELLI Lydia - BROUE Michel - BROUE Pierre - BRUAND Françoise - CABARET Jean - CAILLES Alain - CARTIER Laurent - CASTAING François - CHAMPAGNE Patrick - CHAOUAT Gérard - CHAPUIS Jo - CHAPUIS Patricia - CHARLOT Bernard - CHARTIER Christian - CLOT Yves - COLLOVALD Annie - COMBES Sonia CONTESSSENNE Pierre - COTTIN Jean-Yves - COUPE Annick - COURSALES Pierre - DAENINCKX Didier - DARRONAT Olivier - DAURE-SERFATY Christine - DAVISSE Annick - DAVISSE Françoise - DAYAN Sonia - DEBONS Claude - DE BRUNHOFF Suzanne - DEBOUZY Marianne - DEFROMENT René - DELAHAYE Gérard - DELANOË Nelcia - DELPAS Karine - DALBERTO Bruno - DELPHY Christine - DEPAQUIT Serge - DEPLAUDE Pierre-André - DESCHAMPS Michel - DOSSE François - DREYFUS Michel - DUBAR Claude - DUFOUR François - DUROUX Françoise - EYRAULT Jean-Baptiste - FAVRET-SAADA Jeanne - FILOCHE Gérard - FOOT Robin - FOUCHÉZ Marie-Agnès - FOUGEYROLLAS-SCHOEBEL Dominique - HEINEN Jacqueline - GIGAND Michel - GUIBFRT Dominique - HALGAND Jean-Paul - HUSSON Michel - JAMBUT Marie-Thérèse - JOUARY Jean-Paul - JOXE Alain - KERGOAT Danièle - KERGOAT Jacques - LABICA George - LABORIE Françoise - LACROIX Bernard - LAHIRE Bernard - LAROZE Christian - LEBORGNE Danièle - LEBRET Daniel - LEBRUN Catherine - LECAILLE Claude - LE CLEZIO Philippe - LEGARDS Roger - LEVY Catherine - LINHART Danièle - LINHART Robert - LIPIETZ Alain - LOJKINE Jean - LORAND Isabelle - LOSCHAK Daniel - LÖWY Mickaël - MALER Henri - MARCEL Gilles - MARQUIS Eric - MARTELLI Robert - MASSIAH Gus - MAUGER Gérard - MAURY Marjolaine - MERLIN Emmanuel - MICHAUX Bernard - MINCES Juliette - MUXEL Anne - MOLINA Gérard - MOLINARI Jean-Paul - MONY Patrick - MOURIAUX René - MOYNOT Jean Louis - MOZERES Liane - MULLER Michel - MURARD Numa - NAIR Sami - PELLETIER Willy - PENNETIER Claude - PERNET Michel - PERRAULT Gilles - PERRAULT Jean-François - PIALOUX Michel - PUCEL Delphine - PUDAL Bernard - QUERRIEN Anne - REBERIOUX Madeleine - RIESEL Ren - RIOT-SARCEY Michèle - RODIER Claire - ROGERAT Chantal - ROUSSEAU Dominique - ROUYER Jacques - ROZENBLATT Patrick - SALESSE Yves - SALMON Christian - SALMON-THAREAU Sylvie - SAMARY Catherine - SEGARD Jean-Yves - SEIBEL René - SEILER Karine - SEVE Lucien - SYLLA Fodé - SIMONET Danièle - SINTOMER Yves - SITEL Francis - SONCIN Jacques - SPIRE Arnaud - SUBILEAU Françoise - SURDUTS Maya - SZAJNFELD Raphaël - TADDEI Dominique - TEIGER Catherine - TEMIME Thierry - TORT Patrick - TRAT Josette - TRAVERSO Enzo - TREMPÉ Rolande - TRICOT Catherine - VARIN Jacques - VERGNAUD Gérard - VERRÉ Michel - VIEU Marie-Pierre - VIGIER Jean-Pierre - VILLIERS Claire - VINCENT Jean-Marie - VOLKOW Serge - VUAILLAT Monique - WASSERMAN Gilbert - WEBER Florence - WOLFF Pascal. □

QUI PAIE COMMANDE

par Félix Millera

En la personne d'Henri Emmanuelli, les socialistes ont perdu un premier secrétaire mais ont trouvé un nouveau martyr. Condamné à une peine de prison avec sursis, une lourde amende et deux ans de privation des droits civiques, il paraît bien placé pour devenir la dernière victime de l'état capitaliste.

Les socialistes en sont convaincus qui dénoncent la justice et ses juges, le comportement du pouvoir et l'indifférence des citoyens tout en appelant au soutien populaire. D'où vient alors un si faible écho pour une cause aussi juste?

La parole à la défense

Les faits sont connus et ne sont pas contestés. Pour financer son appareil, ses élus et leurs campagnes électorales, le Parti Socialiste a mis en place un dispositif de financement occulte. Les entreprises qui soumissionnaient sur les marchés publics des collectivités locales devaient verser un pourcentage du prix du marché à des bureaux d'études qui ristournaient le tout au PS. Pour les entreprises le contrat était clair : verser et avoir le marché, refuser et le perdre; apparemment, aucune n'a jamais refusé. En droit pénal, la qualification est simple : c'est de l'extorsion de fonds.

Pour défendre leur trésorier de cette époque, les socialistes avancent plusieurs arguments :

↳ la justice fait preuve d'un acharnement suspect contre le Parti Socialiste; l'intégrisme anti-corruption des juges est un danger pour la démocratie;

↳ le financement illégal était indispensable au bon fonctionnement de la démocratie; il a permis au Parti d'accéder au pouvoir et de promouvoir le changement que l'on sait; c'était le prix à payer pour la démocratie;

↳ Emmanuelli n'est pas en cause à titre personnel, il ne s'est pas enrichi.

Mais le problème n'est pas tant celui d'Emmanuelli que celui du système de financement. Il est en effet pratiquement impossible de défendre Emmanuelli sans justifier quelque peu ce système dont il est la victime expiatoire.

Aucun des arguments ci-dessus ne résiste à l'analyse.

La justice ne fait rien à l'affaire

Les attaques contre la justice sont particulièrement mal venues lorsque les juges s'attaquent enfin à la délinquance financière et emprisonnent affairistes véreux, chefs d'entreprise fraudeurs et politiciens corrompus. Quant aux faits ils existent et sont pénalement sanctionnés; d'un point de vue juridique, et peut-on demander aux juges d'avoir un autre point de vue sauf à leur demander d'avoir le comportement que l'on dénonce par ailleurs, seule l'amnistie permettrait

.../...

QUI PAIE COMMANDE

suite

d'interrompre les poursuites. Or, justement, l'amnistie des parlementaires, ce sont les socialistes qui n'en ont pas voulu. Incapables d'affronter les réactions des citoyens qu'une telle amnistie aurait suscitées, ils demandent aux juges de les subir à leur place.

L'argument « deux poids deux mesures », autrement dit on poursuit la gauche et pas la droite, est plus sérieux. Mais cela revient à rendre les juges d'Emmanuelli responsables des agissements de Toubon. Cela revient aussi à dire que ni les uns ni les autres ne doivent être poursuivis. C'est placer les uns et les autres sur le même plan. Avec ça, allez expliquer aux citoyens que la droite et la gauche ce n'est pas pareil!

Exiger du parquet qu'il poursuive les corrompus de droite n'implique pas l'absolution des pratiques illégales du PS. Ou alors il n'y a plus qu'à changer l'article de la Déclaration des Droits qui dit que la loi est la même pour tous.

D'un autre côté, le PS est bien mal placé pour dénoncer la soumission des Parquets au gouvernement : qu'a-t-il fait pour assurer l'indépendance des parquets ? Pas grand chose.

L'argument de l'omelette

L'enceinte justice de classe enfoncée, les socialistes se replient sur le réduit de la politique. Le financement illégal c'était :

↳ version soft, le prix de la démocratie;
↳ version radicale, le seul moyen pour parvenir au pouvoir et appliquer enfin le programme du parti.

Autrement dit, la fin justifie les moyens et on ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs.

A supposer que l'on soit d'accord avec cette méthode, il faudrait que les résultats politiques de ce système de financement soient positifs. Mais pour les défenseurs d'Emmanuelli, c'est bien là que le bât blesse. Car de quelque point de vue que l'on se place, les effets de ce système de financement ont été désastreux.

Le retour de l'antiparlementarisme

Bien au-delà du cercle des beaufs à la Cabu, on entend dire : « tous les mêmes, tous pourris ». C'est que pour les salariés l'expérience des quinze dernières années a été particulière. On leur a prêché les vertus de la rigueur sur tous les tons; ils apprennent alors que

leurs élus ont pratiqué l'ingérence, la vente de décisions, le prélèvement de pourcentage, le détournement de marché; et qu'au lieu de servir leurs intérêts, cela n'a servi qu'à maintenir au pouvoir ces mêmes élus. Il aurait suffi de beaucoup moins pour susciter rejet de la politique et antiparlementarisme.

Qui paie commande

L'omelette de tout à l'heure s'est avérée bien indigeste. Est-il encore utile de rappeler les effets de dix ans de rigueur ? En tout cas, au printemps 93, c'était la pauvreté et le chômage de masse, une répartition du revenu national moins favorable aux salariés, des restructurations industrielles assumées. On peut affirmer que l'une des causes qui a produit ces résultats, c'est le financement du PS par les patrons du bâtiment et des travaux publics, bien connus pour leur progressisme. C'est d'ailleurs humain : il était sans doute bien difficile de se mettre d'accord, entre la poire et le fromage, sur un pourcentage et puis d'aller au Parlement tondre son bailleur de fonds.

Le PS étouffé

Le PS lui-même, en tant que parti populaire, a été victime de ce système. Premier effet interne : il n'y avait plus besoin de militants.

D'abord plus besoin de cotisations, l'argent venait d'ailleurs. Plus besoin non plus de militants, même pour les tâches matérielles qu'on leur réservait : les entreprises d'affichage affichaient, les routeurs diffusaient les tracts, les entreprises de phoning téléphonaient aux électeurs. Conséquence, plus de pouvoir pour les militants : rappelez-vous les congrès style grande messe de Toulouse et Lille.

Deuxième effet interne : le grand élu devient inamovible. Le mécanisme est automatique; le ticket d'entrée dans le jeu électoral devient très élevé. Pour l'avancer il faut une fortune personnelle ou l'adoubement d'un autre grand élu. Le PS devient une société de cour aux moeurs quasi féodales.

Troisième effet : le contenu des campagnes électorales est exclusivement déterminé par ceux qui centralisent l'argent. Le système de financement occulte était peut-être un secret de polichinelle, mais c'était un secret : personne n'en parlait ouvertement. Du coup, personne ne posait trop de questions quand d'immenses affiches avec des slogans aussi politiques que « ma ville je t'aime », « ma ville avec moi », ou « machin tendresse » fleuris-

saient sur les murs des villes.

Un homme intègre

Emmanuelli ne s'est pas personnellement enrichi. Après les affaires Boubliil, Nucci, Boucheron, Tapie, cela ne garantit pas que dans le cas contraire le PS aurait « lâché » son dirigeant. Mais le problème politique n'est pas là. Car du point de vue de ses dirigeants en tant que groupe social, ce système leur a permis d'accéder et de se maintenir au pouvoir. Être au pouvoir, ce n'est pas rien en terme d'influence, de considération sociale et de « capital relationnel ».

La preuve : ce qui fait réagir, ce n'est pas, comme ce serait le cas du citoyen lambda, l'amende ou même la prison, mais la perte des droits civiques. C'est bien naturel : pour un homme de pouvoir, c'est perdre un moyen essentiel pour conserver son rang dans le groupe dirigeant, pour être bien placé dans la course au pouvoir.

Illustration de ce que le PS est devenu un appareil politique chargé, parmi d'autres, de procéder périodiquement au renouvellement des élites dirigeantes et que des petits-bourgeois en mal de carrière utilisent comme outil de promotion sociale. □

UNE ASSOCIATION NATIONALE POUR RASSEMBLER À GAUCHE

par Bernard Fischer

Deux événements récents marquent l'évolution de la gauche française. Le 2 avril à Bercy, c'était le forum national de clôture de la campagne des forums à l'initiative du PCF. Il y avait à la tribune les présidents, premiers secrétaires et porte paroles des six principales organisations de la gauche française, Robert Hue pour le PCF, Lionel Jospin pour le PS, Jean-Michel Baylet pour Radical, Jean-Pierre Chevènement pour le MDC, Dominique Voynet pour les Verts et Alain Krivine pour la LCR. Il y avait 10 000 personnes dans la salle. Les principales organisations de la gauche française jouaient le jeu à la tribune, mais pas dans la salle. Les militants du PCF composaient 80 à 90% des participants. Ils répondaient manifestement sans enthousiasme aux consignes de leur parti. Le principal absent, L.O, faisait la comparaison dans son journal entre les 10 000 participants du meeting de Bercy du 2 avril et les 100 000 participants du meeting de la porte de Versailles en 1972 pour la signature du programme commun .../...

UNE ASSOCIATION NATIONALE POUR RASSEMBLER À GAUCHE

suite

d'union de la gauche. Robert Hue multiplie les déclarations selon lesquelles sa politique aujourd'hui, ce n'est pas une nouvelle union de la gauche. La signature du programme commun d'union de la gauche en 1972 était effectivement une étape importante et indispensable dans le sens de l'élection de François Mitterrand le 10 mai 1981 et des 14 ans de mitterrandisme. S'il s'agit d'un bilan critique des 14 ans de mitterrandisme, c'est positif. Cela dit, les définitions en négatif ne suffisent pas. Le 4 avril à Morsang-sur-Orge, le comité de rédaction de "Rassembler à Gauche" réunissait les acteurs du mouvement social de novembre/décembre 95. Ce meeting débat réunissait 35 participants et 20 interventions passionnantes de Robert Duguet, Michel Galin, d'un juge du conseil des prud'hommes, Bernard Fischer, un représentant de la CNT, le secrétaire général de la FMC cheminots,

l'ancien secrétaire général de la CGT cheminots, le responsable de l'AREV, un représentant d'Agir contre le chômage, un représentant du MDC, une représentante du CRC santé sociaux, une représentante de l'UD CGT, une représentante de la fédération SUD PTT, deux représentants du PCF, le responsable départemental des Verts de l'Essonne, deux représentants de la FSU, Francis Combault et Amaury Couderc. Il en résultait une discussion saisissante, une photographie extraordinaire de la société française en crise de civilisation. Le temps de parole individuel et collectif permettait seulement un état des lieux et interdisait absolument un deuxième tour de parole. Je citerai simplement les principaux thèmes de discussion des intervenants du 4 avril, le PS et le PCF refusaient la politisation du mouvement social de novembre/décembre 95, le mouvement social de novembre/décembre était-il un feu de paille ou bien une étape d'un mouvement

profond, le faible taux de syndicalisme en France, la défense de la Sécurité Sociale par la confédération FO, les relations entre le secteur public et le secteur privé, les interdictions de participation et d'intervention des sections syndicales CFDT, la réhabilitation de l'entreprise et de l'individualisme par le mitterrandisme, la distinction entre l'engagement politique, syndical et associatif, l'implantation du FN dans les entreprises, la défense des idées républicaines dans la démocratie syndicale, l'adhésion de militants RPR à la CFDT, la question des permanents syndicaux, la question de l'Europe, une campagne pour des candidats uniques anti Maastricht au premier tour des législatives de 1998.

De la réunion débat du 24 novembre, de Bercy et de la réunion débat du 4 avril, j'en tirerai un seul bilan en un seul mot, il faut une association nationale pour Rassembler à Gauche. □

Sultana Cheurfa nous communique

CERCLE DES SOCIALISTES DE CULTURE MUSULMANE

face aux attaques contre le Liban : répondre au défi israélien

Communiqué du 13 avril 1996

Bombardiers, hélicoptères et canons israéliens déchaînent sur le Liban, depuis trois jours, une terreur meurtrière. La population de villes et villages entiers est jetée sur les routes par les "avertissements" de l'armée israélienne. Les morts - civils, familles et enfants compris - se comptent déjà par dizaines.

Les argumentations de Tel-Aviv convaincront peut-être ceux que les précédentes agressions contre le Liban n'avaient guère ému. Mais, aujourd'hui, alors qu'Israël semble maîtriser parfaitement un processus de paix qui lui profite largement, ces actes de guerre devraient au moins étonner.

Les français pourraient notamment se demander pourquoi les libanais sont victimes d'une telle agression, quelques jours seulement après que le Président de la République française se soit rendu à Beyrouth pour exalter la souveraineté et l'intégrité du Liban. Manifestement, les israéliens fournissent aujourd'hui leur réponse : par le feu. En les approuvant les américains fournissent le commentaire qu'ils n'ont pas fait à chaud au discours chirakien du Caire, sur le renouveau de la politique arabe de la France et la volonté des européens d'être associés aux nouvelles phases des négociations.

Les américains conçoivent le Proche-Orient comme leur chasse gardée; les israéliens ne veulent accepter aucune intervention dans les négociations en cours. Les droits des autres peuples -

les libanais en l'occurrence - n'existent pas hors des limites et conditions qu'israéliens et américains leur ont fixés.

En même temps qu'un outrage aux droits des peuples et des gens, les bombardements israéliens sont un défi à la France, et à la capacité d'initiative indépendante de l'Europe.

Une réponse appropriée doit lui être donnée :

- le gouvernement français doit mettre en oeuvre le soutien qu'il a exprimé solennellement au peuple libanais et répondre à l'appel des autorités de ce pays,
- le Président de la République, qui a su éveiller un intérêt réel au Liban et en Egypte, doit expliquer maintenant aux citoyens français les enjeux de la crise actuelle, et leur montrer ainsi la portée, l'ambition et le sens de l'action que veulent avoir la France et l'Europe.

Pour leur part, les militants et organisations actifs dans la solidarité avec les peuples du Proche-Orient, et engagés dans des actions de dialogue et de fraternité en Méditerranée, doivent entreprendre le travail public d'explication et de mobilisation qui est leur raison d'être.

CSCM - 20 rue de Nantes - 75019 Paris - ☎ 42.40.90.24